

AUBAGNE



Hommage d'une vibrante actualité à Edmond Garcin

La mémoire de l'ancien maire communiste, décoré de la croix de guerre de la Libération, à qui la ville doit une large part de son rayonnement, a été honorée dimanche. P.10

MARSEILLE

Entretien exclusif avec Jean Jouzel, climatologue emblématique

L'ancien vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) est l'invité de la journée régionale Sud'Biodiv ce lundi à l'EMD Business School Marseille. P.4



AIX-EN-PROVENCE



L'ancien maire Jean-François Picheral n'est plus

Premier magistrat de la cité du Roy René de 1989 à 2001, cette personnalité socialiste est décédée samedi 12 octobre à l'âge de 90 ans. Les hommages sont unanimes. P.11

La Marseillaise

www.lamarseillaise.fr

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal le plus chanté de France

MENACE SUR LE SERVICE PUBLIC

La Poste fragilisée par l'austérité

L'État veut se désengager du financement de la présence postale dans les territoires. Analyse et reportage. P. 2 et 3



Côté sports

FOOTBALL



Bleus contre Diables rouges

L'équipe de France retrouve ce soir la Belgique au stade du Roi Baudoin (20h45) pour la Ligue des Nations. P.22

BOXE

Et de cinq pour Reda Kham

Le Pertuisien a décroché un 5^e titre de champion de France ce samedi, lors du Boxing Day organisé au Palais des sports de Marseille. P.25



RUGBY - TOP 14

Les Toulonnais en échec

Le RCT s'est incliné samedi sur la pelouse du Racing 92 (22-6) en sombrant en 2^e période. P.26

ÉDITORIAL

Françoise Verna

La Poste aux abonnés absents ?

● La Poste, transformée en société anonyme en 2010, n'en reste pas moins gérée par des capitaux 100% publics. Ceux de l'État à hauteur de 34% et de la Caisse des dépôts et consignations qui détient désormais l'essentiel du capital : 66%. Ce désengagement de l'État se confirme aujourd'hui avec la décision inscrite dans le Projet de loi de finances 2025 de réduire d'un tiers le soutien au maintien de la présence postale dans les territoires notamment ruraux et dans les quartiers de la politique de la ville. Au moment où le gouvernement Barnier annonce une cure d'austérité ravageuse pour tous les Français et pour les collectivités locales notamment (de l'ordre de 5 milliards à minima), le danger pèse sur l'accès au service public postal assuré désormais en grande partie par les communes qui gèrent les agences postales communales.

Tournées réduites

Cette externalisation des missions a entraîné des suppressions d'emplois dans l'entreprise publique. Or les missions de La Poste sont précises pour assurer un accès à tous les citoyens. Mais les coupes budgétaires fragilisent désormais l'existence de ce service public dans de nombreux territoires. La compensation de l'État pour permettre cette présence ne suffit pas. Les tournées des postiers ont été réduites et le courrier n'est plus distribué tous les jours. Face à ce déclin, les comités de défense et de vigilance voient le jour. Usagers et postiers, via leurs syndicats travaillent ensemble et réussissent à faire reculer ce rouleau compresseur. La menace d'un nouveau tour de vis budgétaire pourrait relancer la bataille pour un service postal de qualité. Un mouvement qui pourrait converger avec d'autres.

Le service postal ter

BUDGET

La part de l'État dans le financement du contrat « de présence postale territoriale » est amputée cette année de 50 millions d'euros sur un total de quelque 160 millions. Idem dans le Projet de loi de finances 2025. Face à la colère des élus locaux, le gouvernement assure qu'un amendement sera voté. Mais l'inquiétude est là. D'autant que le service public postal de plein exercice (les bureaux de Poste) n'a cessé d'être réduit au profit des agences et points relais désormais eux aussi menacés.

L'annonce, le 27 septembre, a fait l'effet d'une douche froide pour les élus locaux, les postiers et les usagers du service public postal. Le président-directeur général du groupe La Poste, Philippe Wahl, a annoncé que la part de l'État pour maintenir une présence postale dans les territoires serait amputée de 50 millions d'euros sur une enveloppe totale de quelque 160 millions.

Un désengagement massif qui a été livré brut de décoffrage par le PDG devant les maires ruraux réunis en congrès. « Il y a cette coupe budgétaire de 50 millions d'euros sur 160 millions qui a été décidée (et qui) annonce sans doute une coupe [similaire] en 2025 », a confirmé à l'AFP le responsable de La Poste qui redoute de ne plus « pouvoir faire fonctionner les agences postales communales ».

Sur le départ -sa présidence s'achève en 2025- Philippe Wahl ne prend plus de gants et a sciemment lancé sa petite grenade, directement dans les jambes du nouveau Premier ministre Michel Barnier. Car la réaction des maires ruraux, combattifs

pour maintenir les services publics dans leur commune, ne s'est pas fait attendre. « Ou bien les collectivités vont devoir compenser ce manque ou alors elles ne le pourront pas et cela aura une incidence, sachant que la fermeture d'un bureau de Poste peut entraîner une spirale non favorable aux territoires ruraux », analyse le président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), Michel Fournier.

Le président de l'Association des maires de France, le maire LR de Cannes, David Lisnard (LR), a exprimé ses craintes sur le réseau social X : « Les moyens nécessaires aux agences postales vont diminuer outre-mer, en zone rurale, dans les quartiers politique de la ville », alors qu'elles « remplissent une mission publique sensible, notamment vers les personnes modestes, pour la perception des retraites et des minima sociaux. »

« La fermeture d'un bureau de Poste peut entraîner une spirale non favorable aux territoires ruraux »

Michel Fournier président de l'Association des maires ruraux

Dans les Bouches-du-Rhône, le bras de fer pour maintenir la présence postale dure depuis des années. Aux Pennes-Mirabeau, le militant communiste Serge Baroni ne décolère pas. « Nous n'avons plus de bureau de Poste à la Gavotte. Comment vont faire les gens de ce quartier, ceux des Cadeneaux, sans parler de ceux de Saint-Antoine ? » Serge Baroni fait le décompte de la perte des services publics dans cette commune de quelque 22 000 habitants : « La sécurité sociale, une perception, un bureau de Poste, deux distributeurs de billets de la



Poste. » Pour lui, la seule solution est que « les citoyens des Pennes se mobilisent pour défendre les besoins de la population. »

Toujours dans les Bouches-du-Rhône, à Martigues, Francis Fournier a lancé il y a sept ans un comité de vigilance postale, le premier en France. Ce postier à la retraite avait été de la bataille historique au bureau de Poste Marseille 2. 136 jours de grève pour s'opposer à des fermetures de bureaux marseillais. « Après cette lutte, il y avait deux options. Où on attend les annonces de fermetures et on prend la photo de l'enterrement ; ou on met La Poste sous surveillance. Nous avons fait ce choix. » Résultat, deux ans de

bataille pour défendre le bureau de poste de Lavera. « La direction a petit à petit vidé ce bureau de son contenu, l'a fermé un jour sur deux. Puis définitivement. » Aujourd'hui, c'est le grand bureau de poste de Ferrières à Martigues qui est menacé. « Notre vigilance fait que la direction de La Poste a mis le frein. Tous les deux ans, des emplois sont supprimés. On a donc réactivé le comité. Il est ouvert à tous ceux qui ont à cœur de défendre le service public. » Ces prochains jours, ses membres vont surveiller tous les bureaux de Poste de la commune « Afin de mesurer le respect des missions de service public de l'entreprise. » F.V.

REPÈRES

Dans les Bouches-du-Rhône

La Poste indique avoir 266 « points de contact » dans ce département. Parmi eux, seulement 163 bureaux de Poste de plein exercice sont encore ouverts, 31 agences postales communales (gérées par les communes ou intercommunalités) et 72 Postes relais tenus notamment par des commerçants. Les points de contact postaux externalisés sont financés par le Fonds postal national de péréquation territoriale (FPNPT).

Dans le Var

Sur les 220 « points de contact », les bureaux de Poste de plein exercice sont désormais moins nombreux que les agences postales communales et les relais Poste. 108 bureaux de Poste contre 48 agences postales communales et 64 Postes relais. Selon le syndicat SUD, « plus d'un tiers des bureaux de Poste ont fermé depuis 2010. Dans le même temps, le nombre de points de contact postaux externalisés a augmenté. »

Dans le Vaucluse

Avec 138 points de contact, ce département est parmi les moins bien dotés. Parmi eux, on dénombre 70 bureaux de Poste de plein exercice, 48 agences postales communales et 64 relais Poste. « En août 2024, la France comptait 6 985 bureaux de Poste dits de plein exercice. À ce réseau de bureaux de Poste s'ajoutent 7 306 agences postales communales gérées par des employés municipaux et 5 261 La Poste Relais » a dressé le syndicat SUD.

Territorial encore fragilisé

À Bonnieux, village rural, la disparition de l'agence serait « un énorme coup dur »

Dans cette commune vaclusienne d'un peu plus de 1 000 habitants, située dans le parc naturel régional du Luberon, l'agence postale communale reste l'un des derniers services publics. Sans elle, les habitants devraient parcourir 25 minutes de route.

Perchée sur le massif du Luberon, dans le parc naturel régional du même nom, Bonnieux se démarque par une vue à couper le souffle avec, au loin, le Mont Ventoux que l'on aperçoit au travers du dédale de petites ruelles escarpées. Un paysage de carte postale qui risque bientôt de ne plus pouvoir être posté.

En effet, suite à l'annonce de l'amputation, finalement avortée, de 50 millions d'euros dans le contrat de présence postale territoriale que l'État avait passé avec La Poste, la petite agence postale communale risquait de faire partie des premières victimes de cette coupe. Autrefois située dans une agence plus grande, où se trouve désormais la pharmacie du village, le service se cantonne désormais à un petit local qu'il partage avec la médiathèque adjacente depuis 2021. En Vaucluse, on compte au total 70 bureaux de poste, 46 agen-



Le service se cantonne désormais à un petit local qu'il partage avec la médiathèque adjacente depuis 2021. PHOTO M.S.

ces postales et 22 relais Poste. Une fermeture signifierait la quasi-disparition des services publics locaux. C'est ce que redoutent les habitants, comme Louise, résidente secondaire depuis 14 ans, venue poster sa lettre en fin de matinée. « La Poste est le premier endroit où je suis venue quand je suis arrivée. Ce serait franchement triste de la voir disparaître malgré le modernisme que l'on ne peut éviter. Cela changerait les repères et le lien social dans le village. » « Ils organisent le bazar pour parler correctement », lâche une postière en sortant avec un grand sac de colis sur

le dos. « C'est soi-disant l'avenir. Il faut que La Poste se fasse des sous et on ne s'occupe plus des personnes. C'est dommage », regrette-t-elle.

« Ça ne sent pas bon »

Malgré la menace de fermeture finalement écartée, le maire de Bonnieux, Pascal Ragot (Horizons), qui préside également la commission départementale de présence postale territoriale, craint que les prochaines années ne soient fatales pour l'agence communale, confirmant que « ça ne sent pas bon ». En cas de fermeture, les habitants devraient

se rendre à Apt, ou à Coustellet, à plus de 20 minutes en voiture. Avec la convention actuelle, qui dure jusqu'en 2025, la commune reçoit 15 000 euros par an tout en dépensant 35 000 euros par an pour le fonctionnement du bureau de Poste, qui est ouvert 25 heures par semaine. « On nous dit que l'on ne fait que diminuer les services publics alors que l'on subit des lois qui massacrent la ruralité. À la fin du contrat, j'ai une réelle inquiétude pour l'avenir en milieu rural, même si, en Vaucluse, nous nous en sortons bien », conclut le premier magistrat.

Mack Salman

Dans les zones rurales, les agences postales communales remplacent très souvent le bureau de Poste. Elles sont parfois couplées avec France services.

PHOTO AFP

« Postier est un métier à part entière »



Emmanuel Lefort est secrétaire de la CGT Activités postales des Bouches-du-Rhône. Il analyse la politique de désengagement de La Poste.

La Marseillaise : Quelle est votre réaction à ces annonces de coupes

budgétaires ?

Emmanuel Lefort : C'est un pas en avant, un pas en arrière. Tout commence par un coup d'éclat de notre PDG au congrès des maires ruraux de France où il y a affirmé que l'État veut lui supprimer 50 millions d'euros sur un budget de 160 millions pour la présence territoriale de La Poste. A priori, il y aurait un rétropédalage sur ces millions en moins. Mais rien n'est sûr : pas de communication officielle, pas de démenti non plus. Même nous, postiers, suivons cette situation par médias interposés et n'avons aucune information précise là-dessus. Mais à la vue des restrictions budgétaires prévues, et au regard de la fermeture de centaines de bureaux de Postes par an, on peut s'attendre à tout.

Quel impact potentiel sur le service public postal ?

E.L. : Il faut avoir en tête que La Poste a

4 missions de services publics, dont l'aménagement du territoire. Dans ce cadre, elle doit préserver 17 000 « points de contacts ». En sachant qu'un point de contact n'est pas un bureau de Poste, loin de là. Parmi ces points de contacts, il y a des agences postales communales où l'activité de La Poste est sous-traitée par les mairies, moyennant finances. Ce ne sont pas des postiers qui y exercent mais des agents municipaux. Autre format : les points relais postaux, souvent dans des commerces, des bureaux de tabac ou encore des bars-tabacs. Il n'y a pas d'accessibilité bancaire, avec la distribution du Livret A dans ces points relais. Dans les agences communales, il n'y a pas de contact de proximité pour un accompagnement financier etc. On est sur des coquilles vides. Souvent, les points de contacts n'arrivent pas à suivre la cadence et les relais commerçants arrêtent cette acti-

tivité, jettent l'éponge car ils se rendent compte que postier est un métier à part entière. S'il y a bien ces millions d'économies, la fermeture des bureaux de Poste se poursuivra. Et on peut prévoir, à la louche, qu'un tiers des points de contacts fermera.

Et sur les postiers et les usagers ?

E.L. : On est sur une situation de recul qui ne concerne pas que les campagnes. Prenons l'exemple de Marseille : il y a le bureau de Grand Littoral à Marseille qui a fermé, celui du Prado qui devrait fermer fin novembre et celui de Saint-Ferréol, près de la Préfecture, en décembre. Ils s'ajoutent à celui de Mazargues, des Aygalades, de Lodi, du Vieux-Port... Aujourd'hui, La Poste n'a que deux logiques : les suppressions d'emplois et gérer de l'immobilier. La CGT se mobilise contre ce recul.

Entretien réalisé par Amaury Baqué